

## UNE AUBERGE À RÉNOVER DURABLEMENT

En 2002, Cédric Klapisch mettait en scène la "Génération Erasmus" dans un film à succès, l'Auberge Espagnole. Dix ans plus tard, l'emblématique programme de mobilité étudiante européenne a de nouveau la faveur des médias au travers de ce qui semble être une belle histoire.

C'est en effet en 2012 que les États d'Europe, accablés par la crise, ont fait mine de rogner les crédits Erasmus, oubliant que les bourses modiques attribuées aux étudiants bénéficiaires représentent à peine 0,7% du budget de l'Union européenne. Des personnalités se sont alors mobilisées pour sauver le navire Erasmus; j'en faisais partie, aux côtés d'autres scientifiques comme Pierre Joliot-Curie ou Michel Serres, de sportifs comme Lilian Thuram, et de bien d'autres. Notre voix, relayée par les médias, a-t-elle été entendue? Peut-être, puisque l'Europe a mis ses doutes de côté et assuré le financement d'Erasmus pour 2013-2014.

Alors, tout est bien qui finit bien ?

Au contraire, les choses sérieuses ne font que commencer.

D'abord parce que seul le financement 2013-2014 a été approuvé par le Parlement Européen; or s'il est bien un domaine dans lequel les investissements doivent se faire sur le long terme, c'est celui de la formation des jeunes. Il serait désolant d'avoir à remettre ces questions en jeu année après année.

Ensuite parce que cette rustine ponctuelle masque l'absence de réponse à la véritable question qui est posée aux politiques, à savoir la mise en oeuvre d'Erasmus pour Tous, projet bien plus ambitieux, proposé par la Commission Européenne pour la période 2014-2020.

À ce stade, le lecteur pourra se sentir empli de confusion : l'Europe veut-elle diminuer ou développer le programme Erasmus ? Rappelons que l'expression floue "l'Europe" peut désigner plusieurs institutions, en particulier la Commission européenne, dont les membres – les commissaires – s'emploient à effectuer l'intégration européenne; le Conseil européen, qui représente les gouvernements des pays membres de l'Union; ou le Parlement européen, élu par les citoyens. Il arrive que les positions de ces trois institutions soient en conflit, ou du moins calées sur différentes longueurs d'onde, ce qui accroît la confusion pour les citoyens (c'est une des raisons pour lesquelles EuropaNova prône la fusion du poste de président de la Commission et de celui de président du Comité).

En l'occurrence, la Commission européenne a vu les choses en grand, en menant une réflexion de longue haleine pour étendre le programme Erasmus, aussi bien en ampleur qu'en diversité. Actuellement, le programme Erasmus ne touche que 2 à 3% d'une classe d'âge, et d'autres types d'échanges permettent à un total d'environ 10% de bénéficier d'une mobilité européenne. "Erasmus pour Tous" se veut plus démocratique en profitant à bien plus de monde; en outre, il prévoit de prendre en compte non seulement la mobilité des étudiants, mais aussi celle des enseignants et des adultes en général, et de mettre l'accent sur la formation professionnelle, les technologies de l'information, l'intégration européenne, les langues. Erasmus pour Tous affiche l'ambition de faire bouger plus de 700 000 personnes par an : c'est beaucoup, si l'on compare ce chiffre aux 3 millions d'étudiants Erasmus depuis la création du programme il y a 25 ans.

Pour arriver à ce résultat, la Commission européenne a effectué un travail de simplification salubre en regroupant sous une même bannière de nombreux programmes : Comenius, da Vinci, Grundtvig, etc. Mais ce projet doit maintenant être confirmé par le Parlement européen et par le Conseil européen : c'est là qu'est le véritable enjeu actuel lié à Erasmus.

Certes, le projet pourrait être encore plus ambitieux : dans une Europe à 500 millions d'habitants, le chiffre de 700 000 personnes par an reste peu au regard de l'objectif, affiché par les instances européennes, de faire bouger jusqu'à 50% d'une classe d'âge. Mais nous avons la possibilité d'effectuer un premier pas très significatif et bien ficelé.

Bien sûr, qui dit programme plus ambitieux dit programme plus coûteux : les frais supplémentaires pourraient s'élever à sept milliards d'euros pour la période 2014-2020. Est-ce le bon moment pour de telles dépenses ?

La réponse est résolument positive, pour au moins trois raisons.

La première est que la formation est un trésor sans prix. Les voyages favorisent l'esprit critique, habituent à être flexible et à se remettre en question, font accéder à de nouvelles techniques et compétences, en un mot permettent de faire de la diversité des partenaires un atout et non une gêne. Pour ceux qui en profitent, ce sont des investissements dont les bénéfices se feront sentir pendant toute la vie. Je peux apporter un témoignage de première main à cet égard : bien que pur produit du système d'éducation français, j'ai trouvé

dans mes premières collaborations avec des chercheurs italiens et allemands, à 25 ans, des outils et des enrichissements plus précieux que tous les cours doctoraux. La chance qui m'a été donnée de participer à un réseau de recherche européen sur le thème des équations cinétiques, mon domaine de recherche premier, n'a pas été gâchée.

La deuxième raison est l'objectif du renforcement de la cohésion européenne. Au plan politique, les voyages permettent d'appréhender l'autre, d'affermir le sentiment européen, d'enrayer la tentation de repli nationaliste. Les échanges favorisent la paix, la solidarité, la fraternité; sans eux, la construction européenne restera abstraite, déconnectée des citoyens, et donc fragile. Pour se sentir des affinités les uns avec les autres, pour se lancer ensemble dans de grands projets, il faut d'abord se rencontrer, se côtoyer; toutes les autres méthodes n'ont jamais réussi.

Faire discuter ensemble les citoyens européens, dans les années à venir, bien plus qu'ils ne le font maintenant, est donc un enjeu important pour la solidité de l'Europe. EuropaNova, qui a soutenu le projet Erasmus pour Tous dès 2007, entend bien mener d'autres actions en ce sens, aux côtés d'autres mouvements pro-européens.

Une troisième raison pour laquelle nous ne devons pas avoir peur de faire passer Erasmus à la vitesse supérieure est le faible coût du programme. Un chiffre exprimé en milliards est imposant, mais ce n'est qu'une toute petite fraction du budget de l'Europe, qui avoisine les 140 milliards d'euros annuels. Erasmus pour Tous ferait passer nos dépenses de mobilité pour les jeunes de 0,7% à 1,6% du budget.

Et encore... 1,6% du budget de l'Union européenne, qui lui-même constitue à peine 1% de l'ensemble du budget des états membres... nous sommes donc en train de parler de moins de 0,02% du PIB de l'Europe. Vraiment, ce ne sera pas cher payer pour développer l'action de formation et d'intégration qui, aux yeux de beaucoup de jeunes, représente presque 100% de ce que la construction européenne a fait de vraiment bien jusqu'ici.

---

Cédric Villani est mathématicien (médaille Fields 2010). Il enseigne à l'Université de Lyon et dirige l'Institut Henri Poincaré (CNRS/UPMC), centre de recherches en mathématique et physique théorique. Il est vice-président d'EuropaNova.

Texte paru le 8 janvier 2013 dans le Figaro.fr, rubrique "Étudiant"